

Les Chefs traditionnels préconisent une réforme constitutionnelle et une concertation des leaders d'opinion devant aboutir à une transition politique à la tête de l'Etat.

La réforme constitutionnelle, la transition politique, la crise sécuritaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, la révision du système électoral ainsi que la transition inclusif entre leaders d'opinion camerounais impliquant la diaspora font partie des sujets de discussion qui préoccupent les chefs traditionnels de la région de l'Ouest.

Fracture sociale

Les garants de la tradition disent vouloir apporter leur contribution à la résolution des crises qui secouent le Cameroun à l'origine de la profonde fracture sociale.

«La guerre dite du NoSo est en train de verser dans une barbarie insoutenable avec pour principales victimes, les civils et même les enfants qui voulaient juste s'instruire. Des assassinats, décapitations, exécutions sommaires, enlèvements et humiliations de toutes sortes se multiplient et se banalisent, portant ainsi une atteinte grave aux droits et à la dignité humaine dans notre pays », écrivent les chef traditionnels dans une déclaration.

Et, de poursuivre, **« la chefferie traditionnelle rempart du peuple en cas de doute, lieu de décharge de tous leurs problèmes, antre séculaire de réconciliation et de [dénouement des fils entremêlés], est elle aussi touchée dans son essence avec des atteintes à sa sacralité et même à l'intégrité physique de ses gardiens. Ceci démontre la profondeur de la fracture sociale entre une partie du peuple et ses dirigeants à tous les niveaux»**.

S'agissant de la transition politique, les chefs traditionnels de l'Ouest, suggèrent une réforme constitutionnelle afin d'assurer une stabilité et une alternance **« redynamisante »** à la tête du pays.

Mais, avant, ils préconisent une réforme **« concertée »** du système électoral. Et, un dialogue inclusif avec la diaspora.

Peut-on espérer une transition politique au Cameroun avant la fin du mandat du président Biya ?

Le camp présidentiel revendique la légitimité. Paul Biya 87 ans dont 38 au pouvoir, a été réélu à un septième mandat de 7 ans au terme de l'élection du 7 octobre 2018. Selon le conseil

constitutionnel, le chef de l'Etat a été crédité de plus de 71%.

Elections régionales

La déclaration des chefs traditionnels intervient alors que les premières élections régionales sont prévues le 6 décembre prochain.

Au terme de celles-ci, 900 conseillers régionaux seront élus. A raison de 90 conseillers dans chaque région dont 70 représentants des départements et 20 du commandement traditionnel.

koaci/237actu
